

des sommes du fédéral destinées aux dépenses provinciales. Et pourquoi pas?

Cet argent ... tout comme celui des programmes existants, le régime d'assurance-maladie ou le Régime d'assistance publique du Canada par exemple ... serait destiné aux Canadiens défavorisés, et non aux provinces défavorisées. C'est de cette façon que les programmes nationaux à frais partagés ont été utilisés par le passé et devront être utilisés dans l'avenir, afin d'exercer un leadership national en fournissant des services sociaux clés pour tous les Canadiens, quel que soit leur lieu de résidence. L'Accord du lac Meech vient confirmer le rôle du leadership national tout en ne restreignant pas notre capacité à redresser les disparités régionales.

Clyde Wells se trompe au sujet de l'Accord du lac Meech. Il se trompe, mais le pire, c'est qu'il fait passer ses propres préjugés, qui datent de l'époque de Trudeau, avant ce qu'il devrait percevoir comme les intérêts de son pays et de sa province.

Comme l'a dit le Premier ministre Joe Ghiz,

«Je crois que (l'Accord du lac Meech) démontre, de façon claire et non équivoque, aux Canadiens des quatre coins du pays qu'avec la coopération, la conciliation, le compromis et la bonne volonté, notre pays fonctionne.»

Le Premier ministre Ghiz a raison. Il est grand temps que M. Wells se joigne aux bâtisseurs de la nation, et qu'il cesse d'être du côté des démolisseurs.

Je suis en faveur de l'Accord du lac Meech parce qu'il permettra de sortir de la dangereuse situation constitutionnelle dans laquelle nous sommes actuellement. Je suis en faveur de l'Accord du lac Meech parce qu'il rendra possible de nouveaux développements dans notre Constitution. Enfin, je suis en faveur de l'Accord du lac Meech parce qu'il sera un grand pas en avant vers un Canada uni.